



# «La Suisse n'est pas prioritaire dans l'agenda de Macron»

**BILATÉRALISME** Auteur d'un livre sur les relations entre la France et la Suisse sur fond de dossier européen, l'historien Bastien Nançoz analyse les enjeux de la visite d'Emmanuel Macron en Suisse



Bastien Nançoz:  
«La présidence de Mitterrand constitue un âge d'or de la relation franco-suisse.»  
*(FRIBOURG, AVRIL 2022/STÉPHANIE BORCARD ET NICOLAS MÉTRAUX POUR LE TEMPS)*



## INTERVIEW

PROPOS RECUEILLIS PAR  
DAVID HAEBERLI, BERNE  
@David\_Haerberli

Les coulisses de la diplomatie suisse, Bastien Nançoz les connaît. Cet historien diplômé en Etudes européennes de l'Université de Fribourg a disséqué les archives fédérales et celles de la République française pour rédiger son travail de master qui deviendra un livre. Dans *François Mitterrand et la Suisse: une amitié européenne* paru aux Editions Slatkine, il retrace les relations entre les deux pays dans le contexte de la fin de la Guerre froide et des prémices de l'Union européenne. Dans cet ouvrage étonnant, on découvre la force du lien qui unissait le président socialiste et un Adolf Ogi qui finira par déclarer: «François Mitterrand était un peu un père pour

moi.» On replonge dans une époque où la Suisse avait un allié qui connaissait bien un pays qu'il a visité huit fois en deux septennats. Le président avait fait de l'Europe la grande priorité de sa fin de vie et il était décidé à convier la Confédération à prendre part à la construction institutionnelle, convaincu qu'elle avait beaucoup à lui apporter. Le contraste avec aujourd'hui est saisissant. Interview à la veille de la venue d'un autre président français, Emmanuel Macron, en visite d'Etat les 15 et 16 novembre.

**Quel est l'état des relations bilatérales?** Il y a eu deux uppercuts en 2021: l'achat du F-35 américain à la place du Rafale français et l'enterrement de l'accord-cadre avec l'Union européenne. L'ancien ambassadeur de France en Suisse, Frédéric Journès, a dit en juillet de cette année, dans son discours de départ, que les deux dernières années ont été très mauvaises et que la relation allait mal.

**Cette visite d'Etat va-t-elle relancer**

**la relation franco-suisse?** J'ai des doutes, nourris par le calendrier. Le président de la République se déplace entre deux élections, les fédérales du 22 octobre et celle du Conseil fédéral du 13 décembre. Il s'agit donc d'un moment creux pour la diplomatie. Le discours sera ainsi assez lisse. On va rappeler l'excellence des relations franco-suisse, qui sont, au fil des dernières décennies, très bonnes. Et puis on va tenter de souligner les points d'accord. Je pense notamment aux questions transfrontalières et au soutien à l'Ukraine. La reprise des sanctions contre la Russie par la Suisse a été saluée par la France. La participation à la Communauté politique européenne (CPE), lancée par Emmanuel Macron en 2022, est également appréciée. On va donc souligner ces points d'accord plutôt que de relever les désaccords qui subsistent.

**Est-ce qu'on peut attendre des visites d'Etat qu'elles abordent les points de désaccord?** Il y a des entretiens confidentiels dans lesquels les points de désaccord sont certainement abordés. Les rapports interpersonnels entre chefs d'Etat peuvent faire avancer certains dossiers à condition que le contexte soit favorable. En ce sens, cela n'est pas seulement une question de personnes. Emmanuel Macron et Alain Berset se sont certes bien entendus, mais le moment politique ne permet pas de grand déblocage. Sur le dossier européen, je pense qu'il n'y aura pas de grande déclaration.

**On dit que l'entente est bonne entre les deux présidents. Sur quoi est-elle basée?** Elle tire son origine de la solidarité entre les deux pays durant la crise du covid. Le transfert de dizaines de malades de France vers la Suisse y a largement contribué. En guise de reconnaissance envers la Suisse, Emmanuel Macron avait invité en 2020 le conseiller fédéral Alain Berset à

assister au défilé du 14 juillet à Paris, une première. Ils s'entendent bien et il faut le souligner: qu'Alain Berset invite Emmanuel Macron et que ce dernier accepte de venir en Suisse est le signe d'une reprise dans la relation bilatérale. Toutefois Emmanuel Macron se déplace six ans après son élection. En comparaison, Hollande s'était déplacé en visite d'Etat en Suisse trois ans après son élection. Cela prouve que la Suisse n'a pas une place prioritaire dans l'agenda d'Emmanuel Macron.

**La Suisse avait avec François Mitterrand plus qu'un ami; un appui dans une Europe en construction. Aucun de ses successeurs ne semble avoir été un allié aussi fort, non?**

Historiquement, la Suisse a comme alliée l'Allemagne, avec laquelle la compréhension est mutuelle. Leurs systèmes politiques sont très semblables. Au contraire, avec la France, il y a une forme d'éloignement politique. Il est intéressant de noter que c'était l'inverse durant les années 1980-1990: la présidence de Mitterrand constitue un âge d'or de la relation franco-suisse. L'entente entre chefs d'Etat français et suisses n'a jamais été aussi bonne que sous l'ère Mitterrand. C'est certainement avec Sarkozy que la dégradation de la relation a ensuite été la plus grande. Les présidences de Chirac et Hollande ont été au contraire des phases plus positives. Les huit visites de Mitterrand en Suisse constituent néanmoins une véritable exception. Mitterrand avait trouvé des homologues avec qui il s'entendait très bien. Je pense à Pierre Aubert, Jean-Pascal Delamuraz ou encore Adolf Ogi.

**Qu'est-ce qui a motivé les huit visites de Mitterrand?** Mitterrand était un grand Européen. Il est l'un des pères fondateurs de l'Europe contemporaine puisqu'il a lancé le projet d'Union européenne en partenariat avec l'Allemagne de Hel-



mut Kohl. Il s'est également beaucoup intéressé aux pays voisins, comme la Suisse. Tout commence par la visite d'Etat de 1983. Ensuite ont lieu des visites plus privées: Neuchâtel en 1985 et le festival culturel de Zurich en 1987. Il se déplace également au CERN, à Genève, puis à Martigny pour rendre visite à Christine Arnothy, une femme de lettres française avec qui il entretenait des liens d'amitié étroits. Evidemment, à chaque fois, des membres du Conseil fédéral se déplaçaient dans une certaine effervescence diplomatique. En 1989 a eu lieu la visite tripartite de Bâle où Mitterrand est arrivé en TGV, Kohl en intercity allemand et Delamuraz en train suisse. Cette rencontre avait pour objectif de célébrer la coopération transfrontalière tripartite dans la région du Rhin supérieur. Puis il y a eu l'invitation de Flavio Cotti à Lugano et enfin l'apothéose en 1993 avec l'accueil d'Adolf Ogi dans l'Oberland bernois. On a quand même un conseiller fédéral bernois qui se dit fils politique ou spirituel de François Mitterrand!

**Ogi va jusqu'à présenter son père à Mitterrand. On a l'impression que c'est une autre époque, et que ce ne serait plus possible aujourd'hui, non?** C'est Mitterrand qui a voulu rencontrer le père d'Adolf Ogi à Kandersteg. Leur lien particulier s'est noué lors de leur première rencontre à Paris, à l'Elysée. L'entretien, qui devait durer dix minutes, s'est transformé en une heure de discussion. Ces deux hommes d'Etat avaient des atomes crochus. Ils partageaient une forme d'histoire commune qui remonte à la fin de la Seconde Guerre mondiale et qui trouve ses racines dans la culture euro-

péenne. On retrouve des références à cette histoire tragique du continent dans plusieurs biographies d'hommes politiques européens. La volonté et l'espoir de construire une Europe unie et d'instaurer la paix de manière durable étaient probablement plus forts qu'aujourd'hui. Je suis frappé par le manque de courage des femmes et des hommes politiques à l'heure actuelle.

**La visite de Macron peut-elle inaugurer un nouvel âge d'or avec la Suisse?** Emmanuel Macron va rencontrer Alain Berset qui est démissionnaire. Dans ces conditions, je ne vois pas comment les deux pays pourraient inaugurer un nouvel âge d'or. Peut-être que l'un des sujets sur lesquels les deux pays vont se retrouver est la Communauté politique européenne, qui est un grand projet d'Emmanuel Macron. Ce projet présente une certaine ambiguïté. Les 47 pays qui y participent peuvent en effet être divisés en trois groupes: les pays de l'Union européenne, les pays candidats – je pense aux Balkans occidentaux, à la Moldavie, à l'Ukraine – et ceux qui ont toujours fait bande à part, comme la Suisse et la Grande-Bretagne. Pour Emmanuel Macron, l'idée est de lancer une forme de coordination plus large que l'Union européenne. Je pense que la Suisse voit cela autrement. Pour elle, la CPE est plutôt un instrument pour se protéger contre les ingérences de l'UE. Il s'agit d'une manière de contourner l'obstacle de l'accord-cadre.

**La visite présidentielle va se terminer au CERN. Or, la Suisse mise sur**

**la diplomatie scientifique. Que peut-on en attendre?** Il est intéressant de mentionner le CERN, qui a été fondé en 1953-1954. A cette époque, la Suisse devait se racheter une image suite à la Seconde Guerre mondiale et à un certain manque d'impartialité à l'égard de l'Allemagne nazie. C'est cela qui l'a motivée à participer à ce projet. Elle l'a fait également parce que ce n'était pas une institution communautaire. Cela montre que la Suisse est ouverte, mais également qu'elle évite avec soin tout engagement supranational. Cette stratégie helvétique est semblable à celle de la Grande-Bretagne. Il y a comme un axe Berne-Londres par rapport à l'UE, qui trouve historiquement son origine dans le discours de Churchill à Zurich en septembre 1946. C'est dans le dossier scientifique que la Suisse a le plus à perdre aujourd'hui. Depuis son exclusion du programme Horizon, la Suisse paie pour que ses chercheurs participent aux programmes de recherche sans que les universités et leurs scientifiques puissent diriger de grands projets européens. Cela est un vrai problème. Dès que les contours d'une solution entre Berne et Bruxelles se dessineront, la Suisse demandera sa réintégration rapide dans Horizon. ■

**«Je suis frappé par le manque de courage des femmes et des hommes politiques à l'heure actuelle»**

SUR  
LE WEB

**Emmanuel Macron**

est reçu les 15 et 16 novembre lors d'une visite d'Etat en Suisse. Retrouvez le programme, les enjeux et les grands moments de cette rencontre dans notre dossier spécial.

